

M. Drew et les allocations familiales

Usurpation du fédéral dans un domaine provincial

Le premier ministre ontarien affirme que cette d'Ottawa est une tentative de corruption — Son gouvernement fera tout son possible pour en bloquer l'exécution — "Québec ne recevra pas un traitement de faveur alors qu'il refuse de faire sa part entière dans le fardeau de la guerre" . . . — Ottawa est soumis à la volonté de Québec — Ontario doit recevoir dans la juste proportion de ce qu'elle pa

Toronto, 10 (C.P.) — Le colonel G. Drew, premier ministre de la province d'Ontario, a déclaré hier soir que son gouvernement ferait tout en son pouvoir pour que la loi fédérale des allocations familiales ne soit pas appliquée. Il parlait à la radio sur le réseau d'Etat.

"Ce n'est pas seulement à la loi mais au principe intégral qu'elle comporte que nous voulons nous opposer".

Il fait allusion aux ententes intervenues entre le gouvernement ontarien et Ottawa pour la perception de certaines taxes pendant la durée de la guerre. Il a ajouté: "Lorsque l'Ontario a concédé ses pouvoirs, la raison et la condition en étaient que le gouvernement fédéral et le Parlement du Canada pourraient ainsi faire une guerre totale aux puissances de l'Axe. Si notre argent doit être utilisé en vertu de l'accord en question, alors il doit servir pour la guerre totale.

M. Drew ajoute que le procureur général Blackwell l'a averti que les allocations familiales sont entièrement sous la juridiction provinciale "et que le gouvernement fédéral ne pourrait pas payer les allocations pour enfants sans continuer à usurper les domaines de taxation que les provinces ont abandonnés uniquement pour permettre au gouvernement fédéral de faire la guerre totale".

M. Drew dit que cette loi est évidemment une tentative de corruption électorale pour séduire la province de Québec, et qu'ainsi des millions de dollars d'Ontario passeraient à Québec à la faveur d'une telle loi.

"L'heure de la temporisation est passée, dit M. Drew. Nous payons le prix de la politique d'apaisement au Canada, tout comme le monde entier paie pour l'apaisement dans le domaine international. On a interprété à tort le silence pour de la faiblesse et nous ne pouvons plus longtemps nous taire.

"Nous avons devant nous la tâche de reconstruire la Confédération. Nous devons décider si ce doit être un pays où les droits et les devoirs vont de pair. C'est le problème que s'associe à tout projet qui offre des avantages spéciaux à la province de Québec".

"... Il vaudra beaucoup mieux pour la population de Québec et pour tout le pays que la question fût vidée à ciel ouvert..."

M. Drew a ajouté qu'il ne veut pas être mal compris et qu'on esti-

me par ses paroles, que "la province d'Ontario ne reconnaît pas les splendides qualités de la population d'origine française du Québec d'ailleurs"... "Nous tenons à pouvoir leur manifester la plus chaude amitié... mais cette base de franchise dont dépend l'unité nationale exige une meilleure compréhension de nos buts communs comme nation, et l'acceptation de l'entière responsabilité de la citoyenneté par notre peuple."

"...Allons-nous permettre à une province isolationniste de dominer le destin d'un Canada désuni? J'espère que chacun de vous répondra par un "non" éclatant qui sera entendu partout dans la province de Québec. J'espère que la population de toutes les autres provinces répondra de la même façon à cette question qui devra être résolue d'une façon ou de l'autre très prochainement".

M. Drew dit qu'il s'est abstenu de tout commentaire public sur les déclarations faites dans la campagne électorale québécoise, "mais maintenant que l'élection est terminée le temps est venu pour la population ontarienne et celle de toutes les autres provinces au Canada de dire que Québec ne recevra pas un traitement de faveur alors qu'elle refuse de faire sa part entière pour porter le fardeau de la guerre..."

"Aucun homme véridique ne pourra nier que c'est pure hypocrisie de prétendre qu'il y a véritablement unité nationale au Canada aujourd'hui. Il ne peut y avoir une base de véritable unité tant qu'une province réclame tous les avantages et refuse l'équivalence des obligations à prendre part à la protection de son pays en cette heure de danger".

M. Drew dit que le gouvernement ontarien veut faire reconnaître le principe basique confédératif, et "nous prendrons l'attitude que nous devrions administrer nos propres services sociaux et que nous ne devons pas être appelés à payer hors de toute proportion avec les services que nous en retirons".

Il ajoute qu'Ontario est "en face de la crise constitutionnelle la plus grave depuis la Confédération et que la loi des allocations familiales est la plus "arrogante usurpation de pouvoirs". "Si le gouvernement ontarien s'y soumet, alors nous abandonnerons les droits de cette province à un gouvernement qui a montré trop clairement qu'il est soumis à la volonté du Québec".

M. Drew a terminé en disant qu'il fallait aider l'Ouest et les provinces maritimes. Il dit que celles-ci n'ont pas eu l'appui qu'elles méritent, et qu'il faudrait développer l'industrie sur les rives de l'Atlantique.

"Nous approuverons avec plaisir les projets nationaux pour les travaux d'irrigation et les autres grands travaux publics pour améliorer les conditions et aider la production des provinces des prairies".

Il dit que la province d'Ontario admet que les provinces maritimes n'ont pas eu l'appui qu'elles méritent. Nous serons heureux d'apprendre que nous avons aidé le développement de l'industrie, de la navigation et des ressources naturelles du Nouveau-Brunswick. En fait, nous croyons qu'on aurait dû faire beaucoup plus pendant cette guerre pour étendre la production industrielle le long de la côte de l'Atlantique. Nous serons également heureux de faire notre part dans le développement des ressources maritimes et autres de la Nouvelle-Ecosse. Nous sommes heureux qu'une partie de notre argent soit allée aux puissants aéroports de l'Île du Prince-Edouard.

"Nous sommes heureux aussi, comme Canadiens, de notre part dans le vaste développement de la Colombie anglaise"

Puis M. Drew continue en disant que le temps est maintenant venu pour le peuple du Canada de proclamer que "Québec ne doit pas obtenir un traitement de faveur alors qu'il refuse de faire toute sa part pour porter le fardeau de la guerre".